Zeitschrift: Neue Schweizer Rundschau
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: - (1930)
Heft: 2

Artikel: Vers l'Union européenne
Autor: Benesch, Ed.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-760098

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Vers l'Union européenne

par M. Ed. Benesch, Ministre
des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque

Depuis que M. Briand a appuyé de sa haute autorité la vieille idée de la Fédération des Etats européens, la discussion s'est ravivée entre ses partisans et ses détracteurs. Chez nous on craint, du moins dans certains cercles, la création d'une institution rivale de celle de Genève. Paneuropa fait du chemin.

D'autre part, les programmes politiques des partis se limitent à des intérêts purement locaux, les pronostics d'hommes d'Etat de quelqu'envergure, tel M. Lloyd George, écrits pour le grand public, ne dépassent pas l'année 1930. C'est pourquoi on lira sans doute avec le plus vif intérêt les prévisions du Dr Ed. Benesch, représentant la République Tchécoslovaque à Genève, qui essaye d'embrasser avec le plus grand souci d'objectivité l'ensemble de la grande question et de prévoir les phases de son développement.

Voici, en substance, l'exposé que voulut bien me faire le Ministre au cours de l'audience qu'il me fit l'honneur de m'accorder au début de décembre, au Ministère des Affaires étrangères à Prague:

« La question des Etats-Unis d'Europe ou de la Confédération européenne se pose d'un point de vue idéal malgré toutes les objections qu'y fait et les difficultés qu'y voit, avec raison, la politique réaliste. Lorsqu'elle considère le problème devenu subitement actuel par l'intervention de M. Briand, la politique réaliste est aveuglée par les difficultés paraissant insurmontables que créent les nombreuses barrières élevées entre les peuples par la diversité des races, l'opposition des nationalismes, des formes de gouvernement, des intérêts et des partis. Et c'est pourquoi, de son point de vue, elle taxe l'idée des Etats-Unis d'Europe d'illusion. Son erreur est de se laisser aveugler. Ignorer les difficultés, c'est une grave erreur que commettent beaucoup d'idéalistes. Les difficultés il faut les voir toutes. Ma participation à toutes les luttes de la politique européenne depuis dix ans m'a permis non seulement de les connaître, mais d'en éprouver la gravité. Je ne suis pas porté à embellir le tableau. Mais parce que je crois avoir prévu les obstacles possibles, je suis optimiste. Je suis convaincu pour ma part que de l'excès du mal et de son étendue naîtra le remède et que ce remède ne peut être qu'une nouvelle forme de communauté européenne.

La guerre a été mondiale; elle a touché plus ou moins fortement l'Amérique et l'Asie. Mais elle a surtout été européenne; elle a remué profondément, meurtri douloureusement et secoué violemment l'Europe. Elle a détruit chez nous quatre empires: l'Allemagne, l'Autriche, la

Russie et la Turquie. Il serait illogique d'admettre que ce bouleversement, ces souffrances, ces secousses se bornent à amorcer une organisation mondiale et ne provoquent pas une transformation de l'état international de l'Europe.

Lorsqu'on parle des Etats-Unis d'Europe, il faut écarter soigneusement toute comparaison avec les Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a pas l'ombre d'une analogie entre nous et le Nouveau Continent. Les Américains sont un peuple jeune, ayant à peine deux siècles d'existence, une race unique, sans frontières intérieures, encore sans tradition civilisatrice, de mentalité réaliste assez uniforme. Nous, c'est-à-dire l'Europe, nous existons politiquement depuis des milliers d'années, nous comptons trois races à caractères très tranchés: les races latine, germanique et slave, de vieilles nations très fortement individualisées, dont la guerre a renforcé le nationalisme, des nations fraîchement formées, très jalouses de leur souveraineté et de leur indépendance, très nationalistes elles aussi par conséquent; on y voit représentées toutes les formes de gouvernement, de la dictature militaire à la dictature prolétarienne; chaque pays – l'exception confirme la règle – compte de nombreux partis qui n'arrivent pas à s'entendre sur un programme de gouvernement, à la réalisation duquel une forte majorité pourrait travailler. En outre, autant de limites politiques, autant de barrières douanières.

Cette confusion entre la jeune Amérique et la vieille Europe écartée, comment, ou tout d'abord, pourquoi se pose la question des Etats-Unis d'Europe? Elle se pose tout d'abord pour une raison idéale, une raison de morale. Elle est le seul moyen d'éviter le retour de la guerre en Europe. A ce titre, elle est l'aboutissant d'une politique qui a commencé par le traité de Locarno pour se continuer par le pacte Kellog, par la Conférence des Experts à Paris et la première Conférence de la Haye qui a procédé à la liquidation politique de la guerre. Cette politique de paix va tout d'abord se continuer par la seconde Conférence de la Haye qui pourvoira à la liquidation économique de la guerre,[1]) puis par la Conférence navale et, je l'espère, à la fin de l'année prochaine par une Conférence de limitation des armements.

La paix et l'avènement des Etats-Unis d'Europe sont retardés et menacés par deux catégories d'hommes: d'une part ceux qui, lésés par la victoire, ses conséquences politiques, sociales et économiques, vou-

[1]) A l'époque où fut prise cette interview, la seconde conférence de la Haye était en préparation et s'est terminée avec le succès que l'on sait.

draient faire revenir l'Europe à son état politique et social d'avant-guerre; d'autre part, par ceux qui prétendent nous mener en peu d'années au paradis social par les moyens violents de la révolution prolétarienne. Les premiers sont dans les partis de droite, les partisans de la dictature militaire, les organisateurs de manifestations de prétendants et les faiseurs de « putsch »; les autres sont, dans les partis de gauche, les partisans de la dictature du prolétariat, les adversaires de l'armée et les fauteurs des manifestations révolutionnaires de la rue. La dictature comme moyen de gouvernement s'explique seulement en l'absence d'une démocratie à la hauteur de sa tâche. Pour mon compte personnel je la rejette parce qu'elle restreint la liberté au delà des limites saines et parce qu'indisposant les autres contre soi, elle isole.

Entre les partis des mécontents d'une part et des avides de l'autre, oscillent une mosaïque de groupements avec des programmes divers plus ou moins traditionnalistes, plus ou moins réformistes, qui n'arrivent pas à s'entendre pour former un grand parti de démocratie normale. La majorité des pays d'Europe traverse cette *crise des partis* qui durera sans doute une vingtaine d'années et qui se résoudra finalement par une *stabilisation de la démocratie*. Cette stabilisation ne sera pas possible aussi longtemps que nous ne serons pas débarrassés de la génération qui a préparé la guerre. On me trouvera sans pitié; je n'en estime pas moins qu'il faut que cette génération meure (ici j'aurais bien voulu applaudir le Ministre et le féliciter au nom des anciens combattants et de la grande masse des Européens). Auparavant nous n'aurons pas la paix. Quant aux artisans du paradis social à réaliser en cinq ans à coup de révolutions, pratiquement ils sont déjà usés. Dans toute cette période préparatoire – il faut ne pas le perdre de vue – le danger de guerres civiles ou extérieures subsiste.

J'en arrive maintenant à examiner le développement de la Fédération économique européenne. Car c'est par là que les Etats-Unis d'Europe débuteront. Le règlement économique de la guerre a exigé et exige des gouvernements d'énormes sommes d'argent. Pour les obtenir, ils ont eu intérêt à favoriser l'élévation du niveau de la vie, à créer de la richesse, afin de pouvoir frapper fort le contribuable. En conséquence ils ont favorisé dans divers domaines l'industrialisation et l'organisation rationnelle du travail, de la production. Il s'en est suivi une production à outrance qui a fait baisser les prix, mais n'a pas tardé à poser de façon urgente le problème des marchés. Ce fut alors la chasse aux marchés. Aujourd'hui il n'y a plus de nouveaux marchés à découvrir et à con-

quérir. Il en découle pour chaque pays la nécessité de protéger dans toute la mesure possible son marché intérieur contre l'invasion des produits étrangers; cette protection entraîne l'élévation des tarifs douaniers. Ce mouvement continue et crée un état de choses des plus défavorables à l'établissement de la Fédération économique européenne.»

Après une courte pause, le Ministre continue: « Je viens de décrire le mal, sans en dissimuler ni l'étendue ni la profondeur; il me reste à montrer comment en sortira le remède.

Nous vivons et nous vivrons de plus en plus dans l'absurdité économique. Cela il faut le dire et le répéter. On voit des pays s'industrialiser et fabriquer à grands frais des produits qu'ils trouveraient à meilleur compte chez le voisin. Pour que ces industries vivent, il faut des tarifs protectionnistes, cela va de soi. Mais ces tarifs élèvent le coût de la vie. Pour remédier à cette course aux tarifs élevés, équivalent dans le domaine économique à la course aux armements dans le domaine militaire, Graham a proposé la trêve économique, aux termes de laquelle tous les Etats devront renoncer à tous relèvements de tarifs durant une période de dix ans. Or depuis que la proposition a été faite, nous assistons à un spectacle honteux et ridicule à la fois. A l'heure actuelle, à la suite de la proposition Graham, douze pays ont ou vont opérer des relèvements de tarifs. Si bien que l'an prochain, lorsqu'il s'agira de signer la trêve économique à Genève, les Etats se feront façe, armés économiquement jusqu'aux dents. Il y a là une absence de sincérité et de sérieux qu'il faut stigmatiser énergiquement. Cet état de choses ne saurait durer. Dans quatre ou cinq ans d'ici, on peut compter sur une crise qui pour n'être pas aussi grave que celle du change ou de l'inflation n'en sera pas moins très sérieuse. Les débâcles se multiplieront, jusqu'à ce qu'enfin on se rende compte que l'Europe consomme sa ruine. Alors on se précipitera sur la solution proposée par M. Briand. Les grandes industries se partageront les marchés et s'engageront à ne pas empiéter sur ceux des autres parties contractantes. On mettra un frein à l'industrialisation dans les pays en voie de s'industrialiser. Mais on n'effectuera pas de retour en arrière. C'est-à-dire qu'un pays industrialisé n'essayera pas de se remettre à l'agriculture, mais il sera tenu de livrer les produits de son industrie à bon marché à ses fournisseurs de blé et de produits alimentaires par exemple. La production de blé à bon marché pour l'exportation exigera par contre un vaste mouvement d'industrialisation de la production agricole. Un exemple: l'Angleterre ne saurait retourner à l'agriculture; son industrialisation

est trop vieille et trop développée; mais elle peut fournir l'Allemagne toute une série de produits, tandis que l'Allemagne en concentrant son effort sur l'industrialisation de son agriculture pourra en échange fournir à l'Angleterre du blé à bon marché. Ainsi se produira entre les nations un vaste mouvement d'échange qui s'organisera peu à peu sous la pression de la nécessité. Il sera accompagné d'abaissements, voire sur certains points de suppression de tarifs douaniers. Mais le libre échange pur et simple ne peut exister en Europe. L'avènement de l'Union européenne consistera donc en une distribution rationnelle du travail, de la production et de la consommation sur une très vaste échelle.

Quant au rapprochement moral, il sera l'effet de la stabilisation de la démocratie. La disparition de la génération qui a préparé et voulu la guerre sera tout au profit des centres démocratiques qui s'unifieront à mesure que se précisera l'évolution économique que je viens de décrire, laquelle enlèvera à l'opposition des gauches sa raison d'être. C'est donc le groupe modéré partisan d'une démocratie normale qui aura la conduite des affaires. Il est aisé de prévoir que les groupements démocratiques nationaux rechercheront le contact les uns des autres, pour échanger leurs conceptions, les résultats de leurs expériences sociales et arrêter d'un commun accord les moyens d'accomplir vis-à-vis des masses les grands devoirs de la civilisation.

Voilà, à mon avis, la forme sous laquelle nous réaliserons en Europe une Confédération d'Etats ou les Etats-Unis. J'y crois malgré tous les obstacles, malgré les crises qui pourront désorienter momentanément les hommes politiques qui ne voient pas le problème d'assez haut. C'est la tâche à laquelle j'ai travaillé et je travaille étant ministre et à laquelle je continuerai de travailler lorsque je ne serai plus ministre. Voilà l'état de l'Europe vers lequel nous nous orientons et que l'avenir réalisera lorsque nous n'y serons plus. J'en suis fermement convaincu, non pas parce que je ne vois pas les obstacles, mais parce que je les connais pour avoir pendant dix ans d'efforts vers la paix lutté avec eux. Je ne travaille pas à la réalisation d'un idéal irréalisable mais à l'amélioration de l'état social et économique de l'Europe. »

Tel fut l'exposé du Dr Ed. Benesch.

Ce que la plume ne saurait rendre, c'est l'optimisme communicatif et énergique qui s'en dégageait et qui est la meilleure des semences d'action. La victoire de l'idée d'une fédération européenne dépend de la force relative des deux partis dont la proposition Briand activera la formation dans les divers pays d'Europe: les partisans et les opposants.

Un fait certain c'est que l'on peut distinguer en Ed. Benesch l'un des chefs d'aujourd'hui et peut-être le chef de demain de la bataille pour l'Union européenne.

Jean Bernois.